

Frank, Andre Gunder. *Reflexions on the World Economic Crisis*, New York-London, Monthly Review Press, 1981, 172 p.

André Joyal

Volume 13, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701397ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701397ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1982). Compte rendu de [Frank, Andre Gunder. *Reflexions on the World Economic Crisis*, New York-London, Monthly Review Press, 1981, 172 p.] *Études internationales*, 13(3), 573–575. <https://doi.org/10.7202/701397ar>

tique de préférence commerciale que les Alliés entendaient adopter après la victoire. Ce nationalisme ne pouvait que léser les intérêts des États-Unis devenus depuis 1915 la première nation commerçante du monde. Le 18 décembre 1916, Wilson invite donc les belligérants à exposer leurs buts de guerre. Le projet n'aboutit pas car les États européens récusent tout compromis, toute paix « blanche » « sans victoire », « entre égaux », tout dénouement les obligeant à renoncer aux réparations et aux indemnités qu'ils escomptent.

L'Allemagne annonce la levée des restrictions à la guerre sous-marine le 31 janvier 1917. Les marchandises s'entassent sur les quais et la congestion gagne les centres de production. Wilson fait déclarer l'état de guerre le 2 avril à la suite du télégramme Zimmermann et du torpillage de navires.

L'unique carence de cette minutieuse recherche réside en son abstention d'analyser les causes de l'entrée en guerre des États-Unis. L'auteur s'interdit – trop modestement – d'approfondir un sujet vers lequel tend toute son étude. Que les États-Unis entrent en guerre pour sauvegarder leur commerce et promouvoir certains principes, il est permis de le croire. Mais Wilson, à l'évidence, comprend les intérêts américains dans un sens plus large : libre-concurrence, liberté des mers, limitation des armements, droits des petites nations, « nouvelle diplomatie », sécurité collective, fin des blocs et de l'équilibre européens. Les gouvernements de l'Entente ne s'y trompent pas : les États-Unis brandissent des armes susceptibles de renvoyer dos à dos tous les belligérants. N'aspirent-ils pas à la réorganisation du monde en monnayant leur prépondérance économique ? Incapables d'imposer leur arbitrage en qualité de neutres, ne s'emploient-ils pas à le faire à titre de belligérants ? Ils ne souscrivent pas aux buts de guerre de l'Entente et ne sont pas des alliés mais des « associés ».

Cette question mise à part, l'ouvrage de Nouailhat est un remarquable effort d'érudition.

Samir SAUL

Département d'histoire
Université de Montréal

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

FRANK, Andre Gunder. *Reflexions on the World Economic Crisis*, New York-London, Monthly Review Press, 1981, 172 p.

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, A.G. Frank, que les lecteurs francophones ont pu connaître il y a une dizaine d'années lors de la parution de « Le développement du sous-développement », présente ici des réflexions sur la crise économique. Est-il nécessaire de préciser qu'il s'agit de la crise économique que connaissent les pays industrialisés depuis le milieu des années 70. Ce livre s'adresse précisément à ceux qui douteraient de l'existence d'une véritable crise économique.

Les réflexions et les informations présentées dans ce volume sous la forme de huit chapitres proviennent d'autant de conférences faites par l'auteur à l'occasion de ses déplacements à travers le monde de 1972 à 1980. Un neuvième chapitre offre le contenu d'une entrevue accordée en collaboration avec Samir Amin à la revue italienne « Il Manifesto ».

L'idée dominante que l'on retrouve explicitée de différentes façons à travers l'ouvrage est celle qui veut que les économies capitalistes traversent une crise structurelle occasionnée par un processus d'accumulation caractérisé par le surinvestissement. Cette crise d'accumulation compromet l'évaluation des profits obligeant les entreprises à élever le prix de leurs produits en guise de compensation. Ce qui explique l'inflation contemporaine et par la suite la baisse des investissements qui résulte de la dégradation du climat de confiance.

On obtient ici une illustration de la convergence des extrêmes, car dès la fin des années 60, Milton Friedman prévoyait l'occurrence de la « stagflation » compte tenu de l'absence de volonté des dirigeants économiques de juguler une inflation qui, déjà, se faisait de plus en plus menaçante. Évidemment, c'est là que s'arrête la similitude car, on le devine bien, le diagnostic de l'état de santé

des économies industrielles que rend A.G. Frank se situe aux antipodes de celui que fournit aujourd'hui les disciples de l'ancien mentor de l'école de Chicago. Tout en démontrant l'échec des politiques d'inspiration keynésienne, l'auteur, on s'y attendait, s'en prend aux politiques monétaristes mises en pratique depuis quelques années aux États-Unis en particulier. Compte tenu de sa formation, de ses travaux antécédents et de son expérience une partie importante de l'ouvrage se consacre aux conséquences de la crise sur les pays du tiers-monde.

C'est dans le premier chapitre rédigé en 1972, alors que dans l'ensemble tout semblait aller rondement en Occident, que l'auteur, à l'instar d'autres marxistes bien connus, attire l'attention sur les effets d'une crise d'accumulation. Oubliant ses écrits antérieurs sur la théorie de la dépendance, il souligne la nécessité d'une analyse globale de l'évolution du capitalisme. Dans un second chapitre rédigé peu de temps après l'avènement du choc pétrolier, l'auteur voit dans ce dernier événement une conséquence de la situation économique. Le quadruplement du prix du pétrole n'aurait été qu'un détonateur de la crise plutôt qu'une cause de celle-ci compte tenu de la précarité d'une situation de plus en plus instable. En quelque sorte ce qui est arrivé était inévitable, l'embargo pétrolier ne faisant que précipiter les choses. Le troisième chapitre s'applique à critiquer les politiques d'austérité mises en branle dans les pays développés ayant pour effet de faire supporter le poids de la crise par la classe ouvrière. En ce qui regarde le tiers-monde, l'auteur considère que le contexte politique reflète les conséquences de la crise en favorisant l'avènement de régimes politiques pouvant correspondre aux visions révélées par Georges Orwell dans « 1984 ».

Cette allusion à « 1984 » revient d'ailleurs assez curieusement à différentes occasions. L'auteur imagine même certains scénarios montrant l'occurrence possible de diverses formes d'États totalitaires. Le cinquième chapitre particulièrement consacré au tiers-monde cherche à montrer qu'à la faveur de la nou-

velle division du travail, accompagné d'une militarisation grandissante, les firmes multinationales pourront bénéficier de l'abondance de main-d'oeuvre.

Le sixième chapitre intitulé « The Economics of Crisis and the Crisis of Economics » est peut-être le plus intéressant ou le plus pertinent. On sait qu'il ne manque pas d'économistes bien connus, qui, sans tout remettre en cause, s'interrogent sur la valeur de certains dogmes économiques. Les certitudes qu'affichaient encore en 1970 un P.A. Samuelson ont laissé la place à de sérieuses interrogations sur les lacunes d'une pensée économique dépassée par les faits économiques. L'occasion était trop belle pour que l'auteur laisse passer ces aveux d'impuissance en quelque sorte de la pensée économique dominante. On trouve ainsi quelques déclarations de R. Heilbroner qui, en diverses occasions, a montré que le capitalisme n'était plus ce qu'il était et que l'on devrait reconnaître l'existence d'une crise structurelle en réagissant en conséquence.

Le huitième chapitre constitue un résumé de deux ouvrages publiés en 1980 et 1981 et intitulés respectivement « Crisis in the World Economy » et « Crisis in the Third World ». On retrouve à nouveau le diagnostic basé sur l'augmentation de la composition organique du capital ainsi que la critique de la théorie keynésienne. Celle-ci ne serait pas adaptée à une situation de crise internationale marquée par la diminution de l'influence économique des États-Unis. L'ouvrage se termine par l'entrevue en présence de l'auteur de Samir Amin. Ce dernier fait à son tour allusion à « 1984 » en affirmant qu'Orwell aurait puisé son inspiration de la société américaine et du nazisme. Cette affirmation paraît pour le moins curieuse lorsque l'on sait que ce sont les premiers témoignages sur les camps soviétiques au début des années 50 qui ont inspiré l'auteur de « 1984 ». Étant donné que l'ouvrage se consacre essentiellement à faire la critique du capitalisme il ne faut pas se surprendre de ne trouver aucune allusion à l'évolution des faits économiques et politiques des pays socialistes.

Le lecteur peu familier avec la rhétorique marxiste trouvera dans cet ouvrage beaucoup d'intérêt. Cependant, la forme purement descriptive utilisée par l'auteur à l'occasion de ses diverses conférences risque de laisser perplexes beaucoup de lecteurs compte tenu de l'absence d'une rigueur théorique et méthodologique requise pour vraiment convaincre.

André JOYAL

*Département d'administration et d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières*

LEVICH, Richard M. et WIHLBORG, Clas G. *Exchange Risk and Exposure*. Lexington (Mass.), Lexington Books, 1980, 223 p.

Ce livre contient les huit exposés présentés au congrès portant sur le risque de change qui a eu lieu le 22 février 1979 à New York, sous les auspices du Centre des frères Salomon d'étude des institutions financières, de l'Université de New York. Il contient aussi des critiques émanant de professeurs et de praticiens. Dans le premier article, MM. Levich et Wihlborg résument les arguments qui ont été échangés pendant le congrès. Dans le deuxième article, M. Wihlborg présente les aspects théoriques de l'exposition au risque de change. Le troisième article, qui est rédigé par MM. Rao et Magee, concerne la monnaie dans laquelle sont libellés les contrats concernant les transactions commerciales internationales, la plupart de ces contrats étant libellés dans la monnaie de l'exportateur, ce qui protège ce dernier contre le risque de change. Le quatrième article, par M. Giddy, porte sur le risque et les contrôles de change. Dans le cinquième article, M. Levich présente une étude empirique des services de prévision des taux de change. Le sixième article est rédigé par M. Black et traite des effets des interventions des banques centrales sur la stabilité des taux de change. Dans le septième article, MM. Folks et Evans discutent de la méthode de comptabilisation des gains et pertes de change prescrite par le Financial Accounting Standards Board (FASB), dans son règlement 8 et de ses répercussions sur le comportement

des cadres de gestion. Il convient de préciser ici qu'en 1975, le FASB a obligé les entreprises multinationales cotées aux bourses américaines à reporter les gains et les pertes de change dans leur compte de « résultats » au fur et à mesure de leur occurrence et a interdit l'emploi de tous les comptes de réserves. Cette décision normalise la façon de traduire les éléments des bilans des entreprises multinationales libellés en monnaies autres que la monnaie de la maison mère. Selon les firmes concernées par cette décision, cette mesure a beaucoup fait fluctuer leurs bénéfices chaque fois qu'elles ont dressé leur bilan trimestriel. Le huitième article, rédigé par M. Dukes, concerne la réaction boursière. Seul ce dernier article mentionne des données canadiennes.

Les congressistes ont tenté de répondre à une question qu'ils estiment primordiale: Est-ce que la monnaie dont se sert l'entreprise pour effectuer ses transactions commerciales importe beaucoup dans le commerce international? En théorie et à longue échéance, la réponse semble être négative mais elle ne l'est pas dans la pratique et surtout dans la pratique à court terme.

Les congressistes ont souligné que la maximisation de la richesse de l'actionnaire doit être mesurée dans la monnaie préférée par ce dernier, laquelle ne coïncide pas nécessairement avec la monnaie utilisée dans le pays où se trouve la maison mère. Il y a un risque de change lorsque les actifs ou les passifs des entreprises sont libellés dans une monnaie étrangère, car si le taux de change fluctue, le rendement obtenu de leurs transactions sera différent du rendement attendu. Par conséquent, la prévision des taux de change présente des aspects positifs. La plupart des prévisions faites par les services spécialisés ne sont pas plus justes que le taux du terme, bien qu'il soit plus facile de prévoir la valeur de certaines devises, notamment du cruzeiro. Rappelons ici que le taux du terme est le cours auquel s'échangeront ultérieurement les avoirs en compte entre acheteurs et vendeurs.

La partie la plus intéressante du livre est contenue dans les deux derniers chapitres et concerne la méthode de comptabilisation des